



Nations Unies
Commission économique pour l'Afrique

Bureau pour l'Afrique du Nord

Note d'orientation de la CEA

Allocation inefficace des ressources, transformation structurelle et croissance de la productivité en Afrique du Nord

Résumé

Les pays d'Afrique du Nord se caractérisent par la lenteur de leur processus de diversification économique et la persistance d'un taux de chômage élevé, notamment chez les jeunes diplômés. La productivité du travail n'a enregistré qu'une hausse modérée comparativement à celle de pays émergents plus dynamiques comme l'Inde ou la Turquie. Ces tendances ont une origine commune : l'existence de nombreuses distorsions économiques qui empêchent une allocation efficace des ressources entre les secteurs, mais également entre les entreprises d'un même secteur. Ces distorsions résultent de dysfonctionnements des marchés et des institutions. L'inefficacité des institutions peut en effet être source de distorsions importantes. Des réformes visant à remédier à ces distorsions pourraient permettre de dégager des gains de productivité substantiels et de promouvoir la transformation structurelle en Afrique du Nord.¹

Introduction

Les théories de la croissance économique font valoir que progrès technique et accumulation de capital physique et humain sont tous des moteurs clés de la croissance du produit intérieur brut (PIB). Cependant, aux premiers stades du développement, la croissance économique se concentre dans un petit nombre de secteurs à faible productivité et aux possibilités d'amélioration technologique limitées. La croissance se crée alors principalement par l'émergence d'activités nouvelles et plus productives. Ce processus, appelé transformation structurelle, repose sur une réallocation de ressources d'anciennes à de nouvelles activités, et de secteurs moins productifs vers des secteurs plus productifs. Il s'agit d'une idée ancienne de l'économie du développement, qui remonte au moins à Arthur Lewis, qui a souligné les grands écarts de productivité entre les secteurs économiques des pays en développement (secteurs rural et urbain, par exemple) et montré que le redéploiement de la main-d'œuvre des activités traditionnelles vers les activités modernes pourrait induire des gains de productivité considérables.

La croissance de la productivité peut être décomposée en deux parties, l'une intrasectorielle et l'autre intersectorielle. La partie intrasectorielle est la croissance de la productivité résultant de l'amélioration de la productivité à l'intérieur des secteurs. La partie intersectorielle est ce qu'on appelle la transformation structurelle. À partir de données disponibles sur la main-d'œuvre et la valeur ajoutée pour la période 1994-2013, on peut observer aussi bien une croissance lente de la productivité du

¹ Pour en savoir plus, voir *Qualité des institutions et transformation structurelle en Afrique du Nord*, rapport 2019 de la Commission économique pour l'Afrique.

travail qu'une transformation structurelle limitée en Afrique du Nord (voir tableau 1), comparativement à d'autres pays émergents. Au cours de cette période, la productivité du travail a augmenté de 4,16 %, la transformation structurelle ne représentant que 11,2 %. Ces chiffres peuvent être comparés à ceux de la Turquie par exemple, dont la croissance de la productivité du travail s'est élevée à 7,7 %, avec une transformation structurelle qui a représenté 44 % de cette croissance. Le tableau 1 inclut la Suède, dont la transformation structurelle a été limitée et négative au cours de cette période. Il s'agit là d'une caractéristique générale des pays développés, dont la croissance est principalement tirée par les gains de productivité à l'intérieur des secteurs. En effet, les écarts de productivité entre les secteurs dans les pays développés sont beaucoup plus faibles que ceux des pays émergents et des pays pauvres, d'où leur faible contribution à la transformation structurelle.

Tableau 1: Décomposition de la croissance de la productivité du travail en Afrique du Nord

	Groupe A : Tous les secteurs				Groupe B : Hors secteur minier		
	(1) Croissance du PIB par habitant	(2) Croissance de la productivité	(3) Croissance intrasectorielle	(4) Croissance intersectorielle	(5) Croissance de la productivité	(6) Croissance intrasectorielle	(7) Croissance intersectorielle
Algérie	1,75 %	-1,24 %	1,08 %	-2,32 %	3,4 %	3,18 %	0,22 %
Égypte	2,49 %	6,23 %	11,08 %	-4,84 %	6,93 %	6,78 %	0,14 %
Libye	-2,37 %	-9,05 %	-12,45 %	3,39 %	-3,1 %	-2,85 %	0,24 %
Maroc	3,08 %	5,4 %	5,39 %	0,03 %	5,7 %	4,4 %	1,32 %
Tunisie	2,87 %	5,4 %	5,69 %	-0,24 %	7,8 %	7,19 %	0,65 %
Pays d'Afrique du Nord*	1,9 %	1,35 %	2,16 %	-0,8 %	4,16 %	3,74 %	0,42 %
Turquie	2,97 %	7,9 %	7,3 %	0,6 %	7,7 %	4,3 %	3,4 %
Inde	5,2 %	16,8 %	15,6 %	1,2 %	16,8 %	13,7 %	3,1 %
Suède	2,06 %	6,55 %	7,99 %	-1,44 %	5,89 %	6,19 %	-0,29 %

Source : PIB par habitant : Banque mondiale. Emploi : OIT. Période 1993-2013.

Un autre fait qui caractérise l'Afrique du Nord est la persistance de taux de chômage élevés, qui ont atteint 11,5 % en 2018. Plus particulièrement, le taux de chômage est très élevé chez les jeunes (29,5 % en 2017) et parmi eux, c'est ceux qui ont fait des études qui sont les plus touchés. En Égypte, par exemple, en 2015, le taux de chômage des jeunes ayant une éducation de base était de 14,9 % et celui des jeunes ayant fait des études supérieures de 56,7 % (base de données statistiques de l'Organisation internationale du Travail). L'Algérie et la Tunisie affichent des tendances similaires. Enfin, la participation au marché du travail est remarquablement faible (41,3 % en 2017 contre 59,3 % sur l'ensemble du continent africain).

La faiblesse de la croissance de la productivité et de la transformation structurelle, conjuguées à la persistance d'un chômage élevé, en particulier chez les jeunes qui ont fait des études, pourraient avoir une origine commune dans une allocation inefficace des ressources. Celle-ci a été mise en évidence récemment dans la littérature académique comme facteur important de la faible croissance de la productivité dans les pays en développement. En raison de distorsions qui empêchent que les ressources soient efficacement allouées aux entreprises et aux activités les plus productives, la productivité globale des facteurs est tirée vers le bas. Selon les travaux précurseurs de Hsieh et Klenow (2009), l'élimination des distorsions pourrait entraîner des gains de productivité de 30 à 50 % en Chine et de 40 à 60 % en Inde.² Une allocation des ressources en défaveur des activités et entreprises à productivité plus élevée entrave la transformation structurelle. Pour mieux comprendre l'effet de l'allocation inefficace des ressources sur la transformation structurelle et la création d'emplois, il faut d'abord en analyser les origines.

Origines de l'allocation inefficace des ressources : le rôle des institutions

L'allocation inefficace des ressources est le résultat de distorsions dans l'économie, qui prennent racine dans trois sources : a) les imperfections du marché ; b) les dispositions légales, y compris les éléments constitutifs du code général des impôts et du régime fiscal ; et c) les dispositions discrétionnaires prises par un gouvernement ou une autre entité (une banque par exemple), que l'on désigne sous le vocable de « capitalisme de copinage ».

L'État joue un rôle important pour ce qui est de corriger les imperfections du marché, mais son intervention dans l'économie peut elle-même être source de distorsions. Suite notamment aux conséquences des deux guerres mondiales, la Grande Dépression (qui a coïncidé avec l'émergence de la théorie keynésienne) a contribué à l'inclusion de la stabilisation macroéconomique et de l'État-providence dans les prérogatives de l'État. Avec l'échec du « consensus » dit « de Washington » qui

2 Hsieh, Chang-Tai et Peter J. Klenow, « *Misallocation and Manufacturing Total Factor Productivity (TFP) in China and India* ». *Quarterly Journal of Economics*, novembre 2009, vol. 124, numéro 4, p. 1403 à 1448.

visait à promouvoir le développement économique dans les pays pauvres et l'avènement du « miracle de l'Asie de l'Est », on a vu apparaître l'« État développementaliste », ce qui a entraîné une extension rapide des domaines d'intervention de l'État. Les politiques actives de développement visant à favoriser le développement économique se sont largement répandues depuis lors. Les interventions de l'État vont des politiques sociales ou de bien-être, telles que les politiques d'atténuation de la pauvreté, aux politiques de développement économique, comme la politique industrielle active qui, par exemple, met en évidence la nature complexe de l'intervention de l'État et ses effets potentiels de distorsion sur l'économie. En effet, bien que la politique industrielle puisse être justifiée par la théorie économique, en raison de dysfonctionnements du marché, par exemple, le ciblage de secteurs, d'activités ou même d'entreprises spécifiques peut contribuer à une allocation inefficace des ressources si les institutions sont inefficaces. Par exemple, lorsque des institutions tombent sous le joug d'intérêts privés, rien ne garantit que les secteurs ou les entreprises bénéficiant d'un traitement préférentiel de l'État soient les plus productifs. De plus, en pareil cas, les entreprises ayant des relations politiques peuvent disposer de moyens puissants pour influencer les politiques et les réglementations dans leur propre intérêt.

L'intervention de l'État est donc essentielle pour comprendre les distorsions dans l'économie et la déviation par rapport à une allocation efficace des ressources. Deux grandes catégories déterminent la manière dont les gouvernements peuvent contribuer à une allocation inefficace des ressources :

- a. L'absence d'intervention ou une intervention insuffisante de l'État, pour corriger les dysfonctionnements du marché ;
- b. Des politiques publiques inadéquates ou erronées qui ne traitent peut-être pas convenablement un problème, volontairement ou non, ce qui peut provoquer des distorsions, notamment durant les phases de leur conception ou de leur mise en œuvre.

Dans les deux cas, les mesures inadéquates prises par l'État peuvent s'expliquer par :

- a. Des raisons liées à l'élaboration des politiques, lorsque des entreprises ayant des relations politiques influencent les réglementations en leur faveur ;
- b. La nature des instruments utilisés : par exemple, une taxation différenciée et des subventions accordées à certaines entreprises peuvent fausser les règles du jeu ; et
- c. Des raisons liées à la mise en œuvre des politiques, comme l'exercice par les fonctionnaires de leur pouvoir discrétionnaire pour favoriser certaines par rapport à d'autres.

Les distorsions créées par les institutions peuvent avoir d'énormes répercussions sur toutes les sources de croissance, le capital, le travail et la technologie, tant au niveau macroéconomique qu'au niveau microéconomique. Les distorsions sur les marchés de capitaux ont été recensées dans un large éventail de travaux académiques comme étant l'une des principales raisons de la lenteur du développement et de l'ajustement sectoriel dans les pays en développement. L'une d'elles est simplement le manque d'accès au crédit de certaines entreprises ou le manque d'accès aux marchés de capitaux privés. Cependant, les distorsions sur les marchés de capitaux peuvent aussi être dues à l'insécurité (perçue) qui touche les droits de propriété.

De nombreuses études montrent que les distorsions sur les marchés de capitaux peuvent entraîner d'importantes pertes de productivité.³

Outre qu'elles empêchent les entreprises en place d'accéder au niveau de capital souhaité, les contraintes financières ont un impact considérable sur leur entrée sur le marché et sur l'adoption de nouvelles technologies.⁴

Il s'agit là d'un aspect particulièrement important pour résoudre le problème du chômage, car les petites entreprises à fort potentiel de croissance sont non seulement les moteurs de la création d'emplois,

3 Par exemple, Tasso Adamopoulos, Loren Brandt, Jessica Leight et Diego Restuccia, « *Misallocation, Selection and Productivity: A Quantitative Analysis with Panel Data from China* ». Janvier 2017, révisé en novembre 2017. Document de travail 23039. Voir <https://doi.org/10.3386/w23039>.

4 Voir, par exemple, Virgiliu Midrigan et Daniel Yu Xu, « *Finance and Misallocation: Evidence from Plant Level Data* », février 2014, *American Economic Review*, vol. 104, n° 2, p. 422-458.

mais aussi les plus touchées par les contraintes financières.

Le Rapport sur la compétitivité mondiale 2017-2018 du Forum économique mondial montre que, selon les dirigeants d'entreprises, l'accès au financement est l'un des facteurs les plus problématiques pour faire des affaires dans les pays d'Afrique du Nord. De même, dans les Enquêtes du Groupe de la Banque mondiale auprès des entreprises, les entreprises nord-africaines déclarent être sévèrement limitées par l'accès au financement. Les résultats des Enquêtes montrent que le financement est une contrainte majeure ou grave pour les entreprises égyptiennes (28,5 %), marocaines (27,7 %) et tunisiennes (24 %). À titre de comparaison, dans d'autres pays comme la Chine, l'Inde ou la Turquie, 15 % ou moins des entreprises déclarent qu'elles considèrent l'accès au financement comme une contrainte majeure ou grave.

En conséquence, le crédit intérieur fourni au secteur privé est relativement faible dans certains pays. Par exemple, en 2017, le crédit au secteur privé ne représentait que 24,4 % du PIB en Algérie et 28,5 % en Égypte, contre 66,5 % en Turquie et 155 % en Chine.

Les distorsions ont également une incidence sur l'allocation efficace du travail et du capital humain dans l'économie. Les marchés de l'emploi peuvent faire l'objet de distorsions dues aux réglementations sur le travail et à d'autres politiques publiques, comme celle de l'emploi public par exemple. De nombreuses études ont démontré, avec des données empiriques, que les pays en développement qui ont des législations du travail rigides ont tendance à afficher des taux de chômage plus élevés, en particulier chez les jeunes.⁵

Les réglementations strictes sur le travail provoquent des distorsions dans la répartition de l'emploi et ont donc d'importantes retombées négatives sur les niveaux de productivité et la croissance. En outre, ils peuvent dissuader les entreprises d'offrir des emplois formels et les inciter à embaucher des travailleurs de façon informelle, avec des conséquences négatives sur la qualité des emplois créés, les avantages sociaux

fournis, l'utilisation efficace des compétences et la durabilité des emplois.

Les distorsions sur le marché du travail, qui découlent également de l'emploi public, peuvent contribuer à une mauvaise répartition du travail au sein de l'économie. En Afrique du Nord, le secteur public, qui est le principal employeur, offre une prime salariale et assure une stabilité dans le temps qui attire des employés hautement compétents et qualifiés. Par conséquent, l'emploi dans le secteur public nuit à la capacité du secteur privé d'attirer et de retenir ce type d'employés. De plus, les primes salariales offertes dans le secteur public peuvent avoir un impact négatif considérable sur le développement, l'accumulation et la répartition des compétences, et sur la participation au marché du travail. La préoccupation fondamentale est que, sur ces marchés où l'on observe des distorsions, les salaires ne donnent aucun indice sur la rareté ou l'abondance relatives de certaines compétences ou capacités.

L'inefficacité des institutions peut aussi avoir des conséquences néfastes sur le progrès technique. Par exemple, les réglementations qui restreignent l'entrée sur le marché et limitent la concurrence peuvent avoir des effets très préjudiciables sur le progrès technique et la productivité. Premièrement, elles peuvent favoriser les entreprises en place moins productives et décourager l'entrée d'entrepreneurs talentueux qui peuvent lancer de nouvelles technologies sur le marché. Deuxièmement, elles réduisent l'innovation car la non-contestabilité des marchés limite l'incitation à innover. Troisièmement, elles peuvent même fausser la structure des activités économiques en faveur de celles qui tendent plus vers la recherche de rente.

Il existe de nombreuses autres sources de distorsions, au-delà de celles que l'on observe sur les marchés des capitaux et du travail. L'instabilité politique ou l'expropriation et la prédation en sont des exemples. Les entreprises jouissant de relations politiques peuvent en tirer d'importants bénéfices et avoir un impact important sur l'allocation des ressources.⁶

5 Pour une telle enquête, voir Simeon Djankov et Rita Ramalho, « *Employment laws in developing countries* », *Journal of Comparative Economics*, 2009, vol. 37, numéro 1, p. 3-13.

6 Voir, par exemple, Raymond Fisman, « *Estimating the Value of Political Connections* », *The American Economic Review*, 2001, vol. 91 n° 4, p. 1095-1102; Chekir Hamouda et Ishac Diwan, « *Crony Capitalism in Egypt* », *Journal of Globalization and Development*, 2014, vol. 5, numéro 2, p. 177-211; et Mirko Draca, Jason Garred, Leanne Stickland et Nele Warrinnier, « *On Target ? The Incidence of Sanctions Across Listed Firms in Iran* »,

Ainsi, les entreprises qui n'ont aucune relation politique ne peuvent ni concurrencer ni même entrer sur le marché, entravant ainsi l'innovation, le dynamisme et, à terme, la capacité de ces économies à exporter. En Tunisie, par exemple, les données pour la période 1994-2010 montrent que les entreprises appartenant à la famille Ben Ali sont plus performantes que leurs concurrents en termes d'emploi, de production, de part de marché et de bénéfices, ainsi que de croissance de l'emploi et des bénéfices, surtout dans les secteurs réglementés. Les secteurs dans lesquels ces entreprises qui ont des relations politiques exercent une activité sont soumis de manière disproportionnée à des exigences d'homologation et à des restrictions en matière d'investissement direct étranger.⁷

Une distorsion importante viendrait éventuellement du manque de capacités de l'État de soutenir le secteur privé avec une bureaucratie fonctionnelle, transparente et équitable, ce qui nuit à la croissance de la productivité et à la transformation structurelle. La corruption peut saper considérablement les capacités de l'État et créer des distorsions de diverses manières. Par exemple, les fonctionnaires qui exercent un pouvoir arbitraire peuvent faire de la discrimination entre les entreprises en ce qui concerne l'application des politiques et des réglementations. Dans le domaine des marchés publics, la corruption peut conduire à une répartition inefficace des fonds publics.

Les institutions peuvent ainsi créer un environnement dans lequel les entreprises sont confrontées à de nombreuses distorsions, ce qui se traduirait par une baisse du retour sur investissement, avec un impact potentiel sur la croissance à long terme. Pour comprendre cette situation, on peut prendre l'exemple de l'investissement dans l'éducation, en présence de distorsions qui affaiblissent le secteur privé et limitent l'entrée de nouvelles entreprises sur le marché. La faiblesse du secteur privé et le manque de débouchés pour les travailleurs ayant fait des études, crée un cercle vicieux : a) les jeunes instruits restent au chômage ou occupent des emplois qui les empêchent de mettre à profit leurs compétences ou

de les perfectionner, b) les entreprises en place ne bénéficient pas pleinement du capital humain dans l'économie, c) les rendements de l'éducation dans le secteur privé sont réduits ; et d) les investissements consacrés à l'éducation se font en faveur de l'éducation formelle requise dans le secteur public.

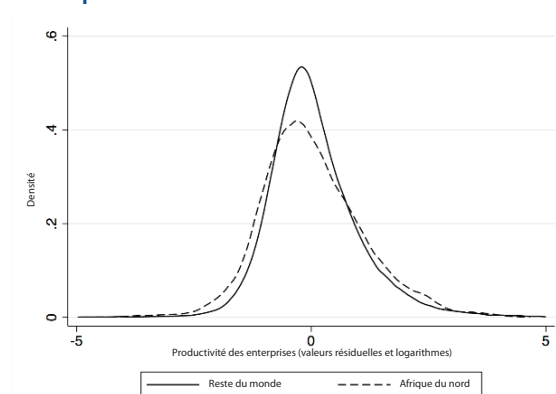
En créant ou en maintenant diverses distorsions, les institutions inefficaces ont potentiellement un impact négatif sur toutes les sources de croissance et de transformation structurelle.

Données empiriques sur l'ampleur des distorsions en Afrique du Nord

Les travaux académiques ont montré que la dispersion de la productivité des entreprises dans l'économie est un bon moyen de mesurer l'ampleur des distorsions. Il faut pour cela accéder, au niveau des entreprises, à des données qui ne sont pas toujours disponibles pour un grand nombre d'entre elles dans les pays d'Afrique du Nord. Nous pouvons toutefois obtenir des renseignements utiles dans les Enquêtes auprès des entreprises de la Banque mondiale. Le tableau 2 présente la distribution complète de la productivité globale des facteurs estimée et transformée en logarithmes des entreprises des pays d'Afrique du Nord pour lesquels des données sont disponibles (Égypte, Maroc, Soudan et Tunisie).

Les pays d'Afrique du Nord affichent généralement une forte dispersion de la productivité par rapport au reste du monde, ce qui indique l'ampleur potentiellement élevée des distorsions de leur économie (voir figure ci-dessous).

Dispersion des productivités estimées entre entreprises



Source : Calculs tirés des Enquêtes auprès des entreprises de la Banque mondiale.

juillet 2017.

⁷ Bob Rijkers, Caroline Freund et Antonio Nucifora, « *The Perils of Industrial Policy: Evidence from Tunisia* ». Voir http://siteresources.worldbank.org/FINANCIALSECTOR/Resources/PerilsofIndustrialPolicy_Tunisia.pdf.

Qualité des institutions en Afrique du Nord

Il y a de nombreux indices qui reflètent la qualité des institutions dans divers aspects. Les rapports *Doing Business* de la Banque mondiale contiennent l'un des indices les plus utilisés pour évaluer la qualité des institutions au regard de l'environnement des affaires qu'elles créent. Dans le rapport *Doing Business 2018*, l'Égypte se classe 128^e, la Mauritanie 150^e, l'Algérie 166^e, le Soudan 170^e et la Libye 185^e. Le Maroc et la Tunisie affichent une meilleure performance, se classant 69^e et 88^e respectivement. Il reste encore une grande marge d'amélioration dans l'environnement des entreprises pour créer des conditions équitables en matière d'investissement.

Le tableau 2 ci-dessous présente le classement des pays d'Afrique du Nord selon un sous-ensemble d'indices de qualité des institutions. Les chiffres donnent à penser que les institutions en Afrique du Nord sont de qualité relativement médiocre.

Principales recommandations

Les pays d'Afrique du Nord subissent de nombreuses distorsions induites par les marchés ou par les institutions. Il importe au plus haut point de s'attaquer à certains aspects critiques de la faible qualité médiocre des institutions pour pallier les distorsions. L'accent devrait être mis sur les réformes fondamentales qui réduiront les distorsions liées à :

a) l'élaboration et à la mise en œuvre des politiques publiques ; b) l'efficacité des dépenses publiques ; c) la politique de la concurrence ; et d) la capacité de l'État. Ces réformes devraient, d'une part, réduire le risque de créer un environnement discriminatoire pour les entreprises et les investisseurs grâce aux politiques publiques et à leur mise en œuvre, et d'autre part, renforcer la capacité de l'État à élaborer des politiques et fournir des services publics de manière plus efficace, et à soutenir davantage la croissance du secteur privé. Les recommandations principales suivantes sont donc proposées.

Accroître la transparence dans la prise de décision publique et la mise en œuvre des politiques publiques

La transparence est essentielle pour réduire les problèmes liés à l'asymétrie de l'information et renforcer la crédibilité de l'élaboration et de la mise en œuvre des politiques publiques. Il est important de réduire le pouvoir discrétionnaire à tous les échelons de la prise de décision publique, et la transparence est une condition préalable essentielle. Cette démarche pourrait se faire par la publication systématique d'informations relatives aux politiques publiques (y compris les objectifs, les coûts, les effets escomptés et les cibles). Du côté de la mise en œuvre, des informations sur les politiques pourraient être publiées (y compris sur les budgets, les emplacements, les cibles et les critères). De plus, une liste de tous les privilèges reçus par toute entreprise pourrait être mise à disposition dans une base de données en libre accès.

Tableau 2: Quelques indicateurs de la qualité des institutions

	Indice de perception de la corruption (2018), classement supérieur à 180	Indicateurs de gouvernance de la Banque mondiale (2017), Score maximum = 100	Indicateurs de l'International Crisis Group. Qualité de l'administration 2015 ; Score maximum = 4	Indicateurs de l'International Crisis Group. Gouvernance Reddition de comptes 2015 ; Score maximum = 6	Forum économique mondial - Institutions, 2018 ; Classement supérieur à 140	Indice Ibrahim de la gouvernance africaine pour 2018, maximum = 100	Indice de la liberté économique dans le monde 2018, Classement supérieur à 186
Algérie	105	21	2	3,5	120	50	171
Égypte	105	23	2	2	102	50	144
Libye	170	3	1,5	2		28	
Mauritanie	144	42			133	43	119
Maroc	73	25	2	4,5	54	58	75
Soudan	172	5	1	2		31	166
Tunisie	73	44	2	4,5	75	64	125

Instaurer une approche inclusive de gouvernance pour la conception des politiques publiques

La transparence va de pair avec l'inclusion. L'inclusion permet de prendre en compte tous les intérêts et d'utiliser toutes les informations disponibles, en particulier les renseignements privés. L'inclusion signifie que les politiques devraient être conçues en faisant participer toutes les parties prenantes. Une période de débat ouvert avec la société civile pour l'élaboration de politiques pourrait être systématisée.

Renforcer les contraintes sur le pouvoir exécutif

Un contrôle excessif des processus d'élaboration de politiques au sein de l'exécutif entraîne : a) des incertitudes politiques ; b) des incertitudes stratégiques ; et c) des politiques partiales en faveur des intérêts privés. Il en est tout particulièrement ainsi là où il y a un manque de transparence. Le renforcement des contraintes sur le pouvoir exécutif revêt une importance primordiale pour s'attaquer aux sources institutionnelles de distorsions.

Numériser l'administration pour créer un environnement des affaires plus transparent et moins discriminatoire

Les différences dans les décisions administratives peuvent être dues à l'hétérogénéité des compétences des bureaucrates, à l'inégalité des ressources entre les administrations locales ou à d'autres facteurs. L'utilisation des nouvelles technologies de l'information et des communications peut être un bon moyen de s'attaquer à ces problèmes.

Réduire les conflits d'intérêts dans la passation des marchés publics

La corruption dans les marchés publics est un problème important et une source considérable de distorsions. Les politiques visant à établir un processus d'approvisionnement transparent et responsable sont essentielles.

Renforcer la capacité de l'État

La capacité des États est essentielle car elle permet à ces derniers de concevoir et de mettre en œuvre des politiques appropriées. La réforme de la fonction publique est un aspect important. Parmi les

dimensions importantes de ces réformes figurent le renforcement d'un processus de recrutement fondé sur le mérite et indépendant de toute influence politique, l'amélioration des normes de recrutement, l'amélioration de la transparence dans les processus de recrutement, et la promotion fondée davantage sur la performance.

Renforcer la concurrence

L'absence de concurrence est très préjudiciable à la croissance et à l'allocation efficace des ressources. La politique de concurrence devrait être renforcée pour rendre les marchés contestables et lutter contre les pratiques anticoncurrentielles. La réglementation de l'entrée sur le marché est un moyen souvent utilisé par les entreprises en place ayant des relations politiques pour protéger leur position, ou par les bureaucrates pour soutirer des rentes. L'élimination des obstacles à l'entrée sur le marché est d'une grande importance pour les économies nord-africaines.

La présente note d'orientation a été établie par Zoubir Benhamouche sous la supervision de Khaled Hussein, Directeur par intérim. Bureau sous régional de la CEA pour l'Afrique du Nord.

Contact

Khaled Hussein
Directeur par intérim
Bureau sous régional de la CEA pour l'Afrique du Nord.
Secteur 3 - A5, Rue Attine, Hay Ryad, Rabat
B.P. 2062, Rabat Ryad, Maroc
Téléphone +212 (0)37 54 87 40/ (0)37 54 87 12
Email : husein44@un.org
www.uneca.org/sro-na

Commandes

Pour commander des exemplaires de la Note d'orientation de bureau sous régional de la Commission économique pour l'Afrique pour l'Afrique du Nord intitulée : Mauvaise répartition des ressources, transformation structurelle et croissance de la productivité en Afrique du Nord, veuillez contacter :

Section des publications
Commission économique pour l'Afrique
B.P. 3001
Addis-Abeba, Éthiopie
Courriel : eca-info@un.org
Site Web : www.uneca.org